



Article de Charlotte ANGLADE paru le mercredi 11 décembre.

Surmortalité dans les Pays de la Loire : les rejets des industries en cause ?



La

raffinerie total de Donges, dans les Pays de la Loire. – AFP [Planète](#)

INQUIÉTUDES - Dans un rapport publié mi-septembre, les autorités de santé révélaient une surmortalité inquiétante de la population dans les Pays de la Loire. Pour les associations, il ne fait aucun doute que la pollution liée aux industries du secteur est en cause. Elles attendent avec impatience de savoir si une étude épidémiologique peut leur apporter des réponses.

11 déc. 2019 17:29 - Charlotte Anglade

Cancers, maladies respiratoires et cardiovasculaires, suicides, troubles mentaux et du comportement... Dans un rapport datant de mi-septembre, l'Observatoire régional de santé (ORS) des Pays de la Loire et le Registre des tumeurs de Loire-Atlantique/Vendée dévoile une surmortalité inquiétante de la population. "La situation locale reste moins favorable que la moyenne nationale,

avec en particulier une surmortalité atteignant 28 % pour la population âgée de moins de 65 ans", fait savoir la préfecture de Loire-Atlantique dans un communiqué de presse.

Commandée par l'Agence régionale de santé (ARS) Pays de la Loire, l'analyse révèle que trois communes du bassin industriel, que sont Saint-Nazaire, Trignac et Montoir-de-Bretagne, sont particulièrement touchées par les cancers du poumon, des voies aéro-digestives supérieures et de la prostate. Chez les hommes, la surincidence du cancer du poumon atteint 34 % à Montoir-de-Bretagne, 30 % à Trignac et 27 % à Saint-Nazaire, comparé à la moyenne de Loire-Atlantique. Elle grimpe à 45 % à Trignac, 34 % à Montoir et 30 % à Saint-Nazaire pour le cancer des voies aérodigestives. Ainsi, 18,5% des habitants de ce groupement de communes sont en affection longue durée, soit la plus forte proportion au sein de l'agglomération de la Région nazairienne et de l'Estuaire (Carene).

Si les autorités de santé évoquent des causes "complexes à identifier", allant de facteurs génétiques aux comportements et habitudes de vies (alcool, tabac, etc.) en passant, "plus marginalement", par des facteurs environnementaux, cette explication ne fait aucun doute pour plusieurs associations locales. Pour Claude Aufort, maire de Trignac et vice-président de la Carene interviewé par LCI, "l'effet cocktail" ne fait aucun doute.

Des communes situées en plein dans le bassin industriel

"Saint-Nazaire, Trignac, Montoir-de-Bretagne et Donges, soit les quatre villes les plus concernées par la surmortalité dans les Pays de la Loire, se situent toutes à même le bassin industriel, ce qui est un point important, note le vice-président de la Carene, notamment en charge de la transition énergétique. "La surmortalité liée aux cancers n'est pas une spécificité de notre territoire, mais de l'ensemble des bassins industriels. L'incidence de l'alcool et du tabac, est bien sûr importante, mais il serait dangereux d'oublier celle de l'industrie", souligne-t-il. Ces quatre communes accueillent en effet [sept sites Seveso, dont cinq classés en "seuil haut"](#), parmi lesquels un opérateur de terminaux méthaniers (Elangy), un producteur d'engrais (Yara France), un site de stockage (Idea service vrac), ou encore une raffinerie (Total). Hors Seveso, le secteur compte également de nombreuses industries du secteur naval, aéronautique, logistique et portuaire.

Pour Claude Aufort, l'air des communes de la Carene est indéniablement pollué. "Quand les mesures de qualité de l'air sont basées sur des normes françaises, un certain nombre sont effectivement sous le seuil. Mais si on prend des normes européennes ou de l'OMS, nous sommes bien au-dessus des taux de pollution de l'air." Il espère que des études "plus poussées" permettront d'apporter des explications à la surmortalité dont souffrent ses concitoyens.

Le Nazairien, le Dongeois ou le Trignaquis, ce n'est pas le type qui se balade avec son litre de vin rouge dans sa poche ou le mégot à la bouche.- Michel Le Cler, membre du conseil d'administration de l'ADZRP

Une étude, c'est justement ce que réclament de longue date plusieurs associations locales. "Nous demandons une étude épidémiologique depuis 2013 aux représentants de l'Etat, lors de réunions institutionnelles...", nous explique Michel Le Cler, l'un des membres du conseil d'administration de [l'association dongeoise des zones à risques et du plan de prévention des risques technologiques](#) (ADZRP) qui se bat contre les nuisances causées par les industries du secteur. En 2018, à la suite de

la parution de chiffres "des plus inquiétants" sur la santé des habitants de la région, son association, celle de Vivre à Méan-Penhoët (VAMP) et du Village de Gron ont conjointement rédigé une pétition pour demander la réalisation de cette étude. Elle a recueilli en quelques semaines un peu plus de 2000 signatures. "Je ne dis pas que l'alcool et le tabac ne sont pas des substances à risque, mais on ne peut pas se contenter que de cela. Le Nazairien, le Dongeois ou le Trignaquis, ce n'est pas le type qui se balade avec son litre de vin rouge dans sa poche ou le mégot à la bouche", fait savoir ce militant.

Voir aussi

- [Paris, Lille, Grenoble... Quelle agglomération fait le plus d'efforts pour réduire la pollution de l'air ?](#)

Lors d'une rencontre avec Michel Bergue, le sous-préfet de Saint-Nazaire mardi soir, l'ADZRP, ainsi que les associations de Vivre à Méan-Penhoët et du Village de Gron ont appris que leur combat allait peut-être prochainement aboutir. "Monsieur Bergue nous a confirmé qu'une évaluation de faisabilité d'une étude épidémiologique avait bien été demandée par l'ARS à Santé publique France, qui devrait donner sa réponse début 2020", se réjouit Michel Le Cler.

Des causes multifactorielles qui ne permettent pas de pointer formellement du doigt la pollution

Contacté par LCI, le sous-préfet insiste cependant bien sur le fait qu'aucun lien entre la pollution et la situation sanitaire locale n'a pour l'heure été démontré. Les causes possibles, notamment pour les cancers, sont très diverses, rappelle-t-il en soulignant cependant les problèmes d'alcool. "On sait qu'il y a des consommations d'alcool assez importantes ici", indique-t-il tout en précisant qu'elles sont notamment liées à "un bon nombre de cas de violences et d'infractions routières". Selon [une enquête de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies \(OFDT\)](#) menée en 2017, 12% des jeunes de 17 ans dans les Pays de Loire ont un niveau de consommation d'alcool régulier, au moins dix fois par mois, tandis que 22% déclarent des alcoolisations ponctuelles importantes répétées (API) chaque mois.

Si l'incidence du tabac est aussi évoquée parmi les causes probables majeures de certains cancers, [un baromètre de Santé publique France](#) révélait en 2017 que la prévalence du tabagisme dans les Pays de Loire restait néanmoins inférieure de 27% à la moyenne nationale. "Qu'il puisse y avoir des problèmes liés à la pollution, c'est fort possible mais dans les études générales, les facteurs d'exposition environnementale et professionnelle comptent pour une part relativement faible, voire extrêmement faible", estime malgré tout le sous-préfet. Seul un cancer, la plèvre, a pu être directement lié à l'activité industrielle de Saint-Nazaire, et plus particulièrement à l'amiante. Selon les chiffres publiés par l'ORS et le Registre des tumeurs de Loire-Atlantique/Vendée, sa sur-incidence est respectivement de 201, 140, 116, et 105% pour Trignac, Saint-Nazaire, Donges et Montoir-de-Bretagne, par rapport à la moyenne de Loire-Atlantique ou une trentaine de cas sont déclarés chaque année.

Lire aussi

- [Après l'incendie de Lubrizol, un rapport pointe l'impréparation de la France face aux risques industriels](#)
- [En treize ans, les émissions de gaz à effet de serre de la France ont diminué de 20%](#)

Des niveaux de pollution sous les valeurs réglementaires

Dans un communiqué publié en même temps que les résultats de l'étude, la préfecture et l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire indique que les concentrations moyennes des différents polluants observées à Saint-Nazaire et faisant l'objet d'une surveillance régulière ont diminué et se situent sous les valeurs limites réglementaires. Le niveau de concentrations des particules fines se situe, lui, "sous le seuil d'objectif qualité". [D'après Air Pays de la Loire](#), chargé de mesurer la qualité de l'air dans la région, les émissions de PM10 - des particules dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres - de la Carene représentaient 519 tonnes en 2016 (dernières données disponibles), soit 8% des émissions du département de Loire-Atlantique. Entre 2008 et 2016, ces émissions ont diminué de 26 %. Un travail d'analyse des rejets atmosphériques des industriels présents dans ce secteur réalisé par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) a montré "qu'aucun site ne présente de risque sanitaire particulier vis-à-vis des populations riveraines".

Des actions engagées dès maintenant

Face aux nombreuses inconnues, l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire estime qu'il est nécessaire d'agir dès maintenant, sans tout miser sur une potentielle étude épidémiologique. "Nous savons déjà très bien que le tabac, l'alcool et la pollution ne sont pas bons pour la santé. Agissons donc maintenant contre tous ces facteurs de risque, plutôt que passer des années et dépenser des millions à chercher des causes exactes", nous affirme Nicolas Durand, directeur général adjoint de l'ARS Pays de la Loire.

A Saint-Nazaire et sa région, près d'un million d'euros est investi chaque année pour la prévention aux addictions. Les actions de ce contrat local de santé devraient être renforcées dès l'année prochaine, et notamment en direction des jeunes, afin d'éviter "qu'ils entrent dans un comportement addictif".

D'autres investigations, plus fines, concernant les rejets atmosphériques industriels doivent par ailleurs être prochainement menées par la DREAL dans le voisinage des principaux sites, tandis qu'une étude épidémiologique sera engagée, sous le pilotage conjoint de la DIRECCTE et du registre des tumeurs de Loire-Atlantique/Vendée, afin de mieux cerner la part attribuable aux expositions professionnelles dans les cancers survenus sur le territoire de la Carene.

Des efforts demandés aux industries du secteur

Les autorités signalent par ailleurs que les industriels responsables des principaux rejets atmosphériques "doivent mettre en place les meilleures techniques disponibles au plan européen sur leurs installations". La raffinerie Total de Donges va ainsi investir plus de 25 millions d'euros pour réduire de 30 % de ses émissions totales de composés organiques volatils d'ici fin 2023. "On demande de toute façon en permanence des efforts aux entreprises pour diminuer les rejets polluants

et se mettre en conformité avec des règles environnementales de plus en plus strictes. C'est une action de très longue haleine menée par les services de l'Etat", fait remarquer le sous-préfet.